



Nathalie VERNIER

Professeur d'EPS – PCF 45 ans

Suppléante Chantal **Prévost** Infirmière retraitée –PCF 71 ans



Damien LE BRIS

Assistant d'éducation – LFI 31 ans

Suppléant Maxime **Lanoë** Cadre militant syndical, associatif
31 ans



LE DROIT DE VOTE : UN ACQUIS DE LA REVOLUTION DE 1792 ET DE LA LIBERATION EN 1944 : LES 20 ET 27 JUIN 2021, TOUS AUX URNES!

Le droit de vote est un acquis fondamental dans l'évolution démocratique de la France. C'est lors de la révolution d'août 1792 que le suffrage universel, uniquement pour les hommes, fut établi. En 1944, à partir du programme du Conseil National de la Résistance, le droit de vote des femmes fut ENFIN acquis.

Les politiques menées par la droite, Hollande et Macron éloignent de fait les citoyens des décisions politiques. On est dans une situation où, en réalité, les plus fortunés participent aux élections et les plus défavorisés s'en détournent.

Notre peuple doit d'urgence se réapproprier le droit de vote. Au Havre, si la proportion de votants dans les quartiers populaires avait été la même que dans les quartiers aisés, la liste unitaire de J. Paul Lecoq aurait battu celle d'Édouard Philippe!

CONTRE LA MENACE FASCISTE, PAS UNE VOIX POUR LES CANDIDATS DE MARINE LE PEN ET D'EMMANUEL MACRON .

La menace d'un gouvernement fasciste d'extrême droite devient réelle.

La volonté d'un putsch militaire de généraux en retraite, soutenue par M. LE PEN en est la preuve.

Plutôt que de stigmatiser les musulmans et la gauche radicale sur le thème de « l'islamo gauchisme » (comme les Nazis le faisaient avec le Judéo bolchévisme !), de demander l'interdiction de l'UNEF, MACRON et ses représentants locaux feraient bien de **radier ces généraux factieux, d'interdire tous les groupuscules fascistes, de supprimer la loi de sécurité globale** qui donnera tous pouvoirs à la police de réprimer sauvagement comme elle l'a fait pendant le Mouvement des Gilets Jaunes.

LE VOTE PCF ET LFI POUR FAIRE ENTENDRE NOS EXIGENCES ET PREPARER LES PROCHAINES MOBILISATIONS

Macron, c'est Robin des Bois à l'Envers : pendant la pandémie, les Riches sont devenus encore plus riches, les pauvres encore plus pauvres ! Pas une voix pour les représentants départementaux de Macron.

L'Assemblée Des Assemblées des Gilets Jaunes est porteuse de propositions démocratiques, sociales et écologiques. Nous pensons aussi qu'il faut de **profondes réformes démocratiques** comme la révocabilité de l'élu, comme un **impôt qui taxe les plus riches** qui n'en ont jamais assez permettant une **réelle distribution des richesses** pour les services publics, la Sécurité Sociale ...

Nous avons besoin d'une gauche de résistance qui ne recule pas face à la loi du profit.

Nous voulons imposer au sein du Conseil départemental des voix capables de se faire entendre chaque fois que celui-ci tourne le dos aux intérêts de la population. Des voix qui misent avant tout sur la mobilisation et les luttes pour résister aux mauvais coups et gagner !

C'est le sens de ces candidatures unitaires, présentées par le PCF et LFI.

DÉFENSE DE NOS SERVICES PUBLICS, NOS EMPLOIS, NOS SALAIRES ET NOS DROITS !

Comme le constatent les bénévoles du Secours Populaire Français du Roumois, **la crise sanitaire plonge toujours plus de familles dans la pauvreté.**

Pas question de payer leur crise !

- Non à la loi sur l'Assurance chômage qui précariserait les chômeurs
- interdiction des licenciements et du travail précaire
- arrêt des suppressions de postes dans les services publics
- augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux de 300€ nets
- Retraite à 60 ans à taux plein après 40 annuités pour tous contre le projet de Macron
- **Il faut d'URGENCE augmenter le budget consacré à l'hôpital public** sacrifié par Macron. Il faut répondre aux revendications des soignants, augmenter leurs salaires, créer des postes, améliorer leurs conditions de travail, réouvrir 30 000 lits, ainsi que la maternité de Bernay.

FONDS D'URGENCE POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES !

La crise sanitaire consécutive à la pandémie de COVID 19 entraîne une profonde crise économique et sociale qui touche aussi de plein fouet la démocratie locale et la libre administration des collectivités territoriales.

Les départements, échelons de compétence des solidarités, voient leurs dépenses sociales flamber et la hausse de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

Il faut un fonds de soutien d'urgence de l'Etat aux collectivités d'un minimum de 7,5 milliards d'euros, à hauteur des évaluations de la perte de recettes récemment réalisées pour 2020 mais ajustable au regard des nouvelles estimations.

ENVIRONNEMENT

- **L'incendie de LUBRIZOL aurait pu mettre en danger les populations** en particulier celle du Roumois. Il faut répondre aux revendications des salariés, des riverains et des élus pour que de telles catastrophes ne se reproduisent plus.
- **Traiter nos déchets « papiers-cartons » passe par la nationalisation immédiate de l'usine de la Chapelle Darblay.** Les conseils départemental et régional doivent agir dans ce sens.

TRANSPORTS

- **Suppression du péage de Bourg Achard** dans la perspective plus générale d'une renationalisation des autoroutes.

La gare de Thuit-Hébert doit devenir un lieu central des habitants des cantons du Roumois pour se rendre vers Rouen et sa banlieue : le nombre de trains quotidiens, ainsi que les dessertes par bus pour s'y rendre doit être augmenté

CREATION D'UN NOUVEAU COLLEGE SUR LE ROUMOIS ET DEFENSE DE L'ECOLE PUBLIQUE

- **La crise sanitaire met en évidence la nécessité de diminuer les effectifs des classes de la maternelle au lycée.**

Les collèges du Roumois saturent !

Plutôt que de fermer des collèges comme ceux de Val de Reuil et d'Evreux, **il faut d'URGENCE construire un nouveau collège sur le Roumois.**

- **Des créations de postes** de personnels, de surveillants, d'enseignants, d'infirmières, de médecins scolaires... **sont une impérieuse nécessité.**

-Fonds publics à l'école publique !

Abrogation de la loi Debré qui oblige les communes à payer pour les élèves qui fréquentent des écoles privées hors de leur commune.

UN LYCEE A BOURG-ACHARD OUVERT A TOUS LES JEUNES DU ROUMOIS

La création d'un lycée sur le Roumois est une revendication portée par les enseignants, parents et élus depuis des dizaines d'années.

Suite à l'enquête publique, le Conseil Régional devra confirmer que **le futur lycée de Bourg-Achard** sera bien un EPLE (et non un EPLEI prévu élitiste !) **ouvert à tous les jeunes du Roumois.**

Cela permettra aussi de décharger les lycées de PONT-AUDEMER.

CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS SPORTIVES, DONT UNE PISCINE INTER-CANTONALE

Construire un lycée accueillant 1000 élèves suppose de construire les équipements sportifs en conséquence.

N'écoutez pas les usagers (clubs sportifs, enseignants d'EPS, parents...), Hervé MORIN veut fonctionner avec les installations sportives existantes : c'est impossible !

Il faut à minima, construire **un nouveau gymnase, un complexe d'athlétisme, une piscine et rénover le gymnase de l'ancien collège.**

REVALORISER LES METIERS DU LIEN

- **Assistants maternelles, aides à domicile, AESH ...sont des métiers essentiels.**

- Il est scandaleux de constater que ces personnels n'ont pas de véritable statut, ont des revenus de misère, des conditions de travail déplorables et aucune reconnaissance sociale

- **Le Conseil Départemental doit intervenir auprès de l'Etat pour que les propositions faites par le député de la France Insoumise François RUFFIN soient actées dans la loi et appliquées.**

Le 20 JUIN, votez

Damien LE BRIS et Nathalie VERNIER.

Candidats unitaires de la gauche anticapitaliste, présentés par le PCF Roumois et La France Insoumise

